

Meredith McKittrick, *Green Lands for White Men: Desert Dystopias and the Environmental Origins of Apartheid*. Chicago, University of Chicago Press, 2024, 321 p.

Tholithemba Lorenzo Ndaba

Traduit de l'anglais par Louise Barré

Mise en ligne : janvier 2026

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2026.cr07>

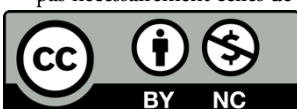
Green Lands for White Men: Desert Dystopias and the Environmental Origins of Apartheid de Meredith McKittrick explore une forme de peur subtile mais omniprésente¹. Celle-ci ne se manifeste pas par des événements spectaculaires ou des crises, mais plutôt par une anxiété persistante qui surgit lorsque la terre ne répond pas aux attentes, que les précipitations deviennent imprévisibles et que la stabilité politique semble incertaine. En explorant les préoccupations des colons blancs du début du XXe siècle concernant la dégradation de l'environnement, M. McKittrick offre une nouvelle perspective sur la préhistoire de l'apartheid. Cette réinterprétation déplace l'attention des explications juridiques, sociales et idéologiques vers la manière dont les revendications environnementales ont été utilisées pour formuler des demandes et des droits politiques.

L'anxiété environnementale comme langage politique

C'est à travers la peur environnementale que M. McKittrick reconstitue les fondements initiaux de l'autorité des colons. L'ouvrage s'écarte volontairement des objets classiques de l'historiographie sud-africaine. Il évite les salles d'audience, les usines et les plans bureaucratiques de la politique d'apartheid. Au lieu de cela, M. McKittrick commence par la ferme, en pleine sécheresse, et dans la croyance persistante des colons que l'Afrique du Sud était en train de « s'assécher ». Cette idée était largement répandue parmi les agriculteurs blancs, les experts agricoles et les fonctionnaires de l'État, influençant la façon dont le changement environnemental était perçu et dont les revendications politiques étaient formulées. Le déclin environnemental devint un langage à travers lequel les colons blancs exprimaient leurs griefs, défendaient leurs privilèges et justifiaient l'intervention de l'État.

Au cœur du livre se trouve le *Kalahari Thirstland Redemption Scheme*, présenté pour la première fois en 1920 par le géologue Ernest Schwarz. Plutôt que d'examiner la transformation physique — jamais réalisée — du Kalahari, McKittrick se concentre sur la manière dont des possibilités environnementales imaginées ont influencé les revendications politiques, suscité l'implication de l'État et façonné les politiques raciales. Le projet proposait de détourner les cours d'eau qui se jetaient dans l'océan afin qu'ils retournent vers l'intérieur des terres, dans le but d'augmenter les précipitations et de transformer le désert du Kalahari en terres agricoles productives pour y

¹ Ce travail a bénéficié du soutien de l'Union européenne par l'intermédiaire du Conseil européen de la recherche (European Research Council), dans le cadre du projet AFREXTRACT, numéro 101039920. Les opinions exprimées n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ni du Conseil européen de la recherche.



concentrer les colonies blanches. Ces ambitions étaient motivées moins par une pénurie de terres que par les angoisses des colons face à la sécheresse et à l'imprévisibilité climatique. Bien que cette idée ait été examinée et critiquée à plusieurs reprises par des autorités scientifiques et des instances gouvernementales, elle a finalement été rejetée et n'a jamais été mise en œuvre. Pourtant, l'argument principal de McKittrick est que l'échec même du projet constitue la clé de son importance historique et explique son impact durable.

Le projet était important non parce qu'il était réalisable, mais parce qu'il répondait à un besoin émotionnel et politique au sein des communautés agricoles blanches. Au fil des ans, les fermiers blancs ont réexaminé la proposition d'E. Schwarz, en discutant dans des revues agricoles, en la partageant à travers les réseaux agricoles et en la considérant comme une solution sérieuse à la sécheresse. M. McKittrick montre que ces discussions n'avaient rien d'excentrique ou de marginal. Elles révèlent une société coloniale aux prises avec une crise de légitimité. La sécheresse menaçait plus que la productivité agricole : elle mettait en péril le récit moral qui justifiait l'implantation blanche.

Les colons se considéraient comme des individus qui transformaient des terres inhospitalières en zones productives grâce à leur discipline et à leurs efforts. Les sécheresses périodiques et les difficultés agricoles à court terme étaient bien réelles, mais les affirmations selon lesquelles l'environnement se détériorait à long terme relevaient largement de la perception et restaient contestées. Cependant, lorsque la terre semblait résister à ces efforts, avec des récoltes défailtantes et des pâturages qui s'amenuisaient, l'autorité de ce discours commençait à s'affaiblir. Le déclin environnemental a commencé à être considéré comme une accusation. Si la terre se détériorait, les colons pourraient en être tenus pour responsables aux yeux de l'État et des experts scientifiques. Cette possibilité était intolérable.

L'un des apports les plus marquants de l'ouvrage réside dans l'argument selon lequel les crises environnementales furent d'abord des enjeux politiques avant d'être appréhendées comme des problèmes techniques. Les agriculteurs blancs ne considéraient pas la sécheresse comme un simple phénomène météorologique ; ils y voyaient une menace pesant sur leur légitimité. Progressivement, les experts scientifiques en vinrent à attribuer la dégradation des terres au surpâturage, à l'érosion et à de mauvaises pratiques agricoles. Ces interprétations impliquaient une responsabilité humaine et appelaient des changements de comportement. Le plan proposé par E. Schwarz offrait une lecture différente. Formé à la géologie plutôt qu'aux sciences agronomiques, celui-ci travaillait en grande partie en dehors des structures formelles de l'État et se positionnait comme une autorité indépendante, disposée à contester les conclusions de l'expertise officielle. Son approche interprétait le déclin environnemental comme un phénomène d'ordre géologique ou climatologique, déterminé par des forces échappant au contrôle humain. Dans cette perspective, les colons n'étaient pas les responsables, mais les victimes.

M. McKittrick excelle dans la reconstitution des milieux intellectuels au sein desquels ces idées circulaient. Les revues agricoles apparaissent comme des espaces intellectuels essentiels où les agriculteurs blancs débattaient des précipitations, de l'hydrologie et des changements environnementaux. Ces discussions brouillent les frontières entre la science experte et les croyances populaires. Les agriculteurs élaboraient leurs propres théories, contestaient l'expertise de l'État et mobilisaient des formes locales de preuve, notamment lorsqu'ils publiaient des rapports pluviométriques et des observations sur les lits de rivières asséchés dans des revues agricoles afin de remettre en cause les scientifiques gouvernementaux qui rejetaient l'hypothèse d'une dessiccation de long terme (p. 169-170). L'autorité était contestée plutôt que reconnue. La science n'était pas présentée comme une voix unifiée de vérité, mais comme un domaine fragmenté et politisé, façonné autant par l'anxiété que par les preuves.

Si l'ouvrage reconnaît la diversité des régimes de savoir, il n'idéalise pas pour autant cette pluralité. Les débats reconstitués par M. McKittrick étaient marqués par une forte exclusivité raciale. Les Africains apparaissent dans les archives comme sources d'observation et force de travail, mais rarement d'une manière qui permette de faire valoir leurs savoirs en tant qu'autorité politique ou épistémique autonome. Les récits africains portant sur les régimes pluviométriques passés ou les transformations des paysages étaient cités de manière sélective, décontextualisés, et mobilisés pour étayer des revendications blanches. Les Africains étaient ainsi intégrés au discours environnemental et politique comme des données démographiques et des objets de crainte, plutôt que comme des acteurs porteurs de revendications dotés d'une légitimité politique. M. McKittrick montre en outre comment cette exclusion se perpétuait à travers des pratiques routinières et des visions prospectives qui maintenaient la majorité noire largement invisible, sauf dans sa fonction de main-d'œuvre (p. 107-108 ; p. 134).

McKittrick ne considère pas la visibilité limitée des perspectives africaines comme une simple absence qu'ils s'agirait de combler. Elle la traite plutôt comme une preuve historique. L'administration coloniale n'a pas simplement ignoré les points de vue africains ; elle a activement façonné les conditions dans lesquelles les connaissances africaines pouvaient apparaître, circuler et être autorisées. Comme le note M. McKittrick, « la majorité noire était une fois de plus invisible », car les débats environnementaux autorisaient uniquement les hommes blancs à être à la fois les agents de la dégradation et les agents de la réparation (p. 142). Les archives ne sont pas seulement incomplètes, elles sont façonnées par le pouvoir.

L'une des forces discrètes de cet ouvrage réside dans sa retenue méthodologique. Au lieu de spéculer sur la subjectivité africaine au-delà de ce que les archives peuvent étayer, l'auteure révèle les mécanismes qui ont rendu cette absence normale. Le silence a une fonction. Il permet à la peur de se propager sans que personne n'ait à rendre de comptes. Il permet aux colons blancs de se considérer comme des victimes de leur environnement plutôt que comme les bénéficiaires de la conquête. Les explications environnementales deviennent une technologie morale.

Des préoccupations environnementales au gouvernement racial

À mesure que les préoccupations environnementales se cristallisaient, elles commençaient à fonctionner non seulement comme des cadres explicatifs, mais aussi comme des instruments de gouvernement. Tout au long de l'ouvrage, la blancheur n'est pas présentée comme une position de confiance, mais comme un projet fragile nécessitant un renforcement constant. Les thèmes récurrents des programmes de rédemption, des fantasmes conservationnistes et des mouvements de retour à la terre relèvent davantage de l'insécurité que de la maîtrise. L'ingénierie hydraulique et l'ingénierie sociale y apparaissent comme des aspirations étroitement liées. L'idée sous-jacente est qu'en réparant la terre, l'ordre social pourra être stabilisé. M. McKittrick montre comment ce raisonnement a permis de présenter la ségrégation comme une réponse rationnelle aux tensions environnementales — en construisant la séparation raciale comme une mesure nécessaire à la conservation des terres, à la protection des ressources en eau et à la préservation des moyens de subsistance des Blancs en milieu rural, plutôt que comme une politique ouvertement idéologique.

Cette intervention revêt une importance particulière lorsqu'on la replace dans le champ plus large de l'historiographie de l'apartheid. Une grande partie de la littérature existante s'est concentrée sur la codification juridique des différences raciales, le contrôle du travail urbain ou l'économie politique de la ségrégation. Dans ces récits, les espaces ruraux apparaissent souvent comme un simple arrière-plan plutôt que comme une force motrice, et les conditions environnementales sont appréhendées comme un contexte plutôt que comme une causalité. M. McKittrick remet en cause cette distinction. En traitant l'anxiété environnementale comme une force politique à part entière, elle montre que l'apartheid n'est pas né uniquement de la planification et de la coercition, mais aussi d'une peur qui a appris à s'exprimer à travers le langage de la terre. L'auteure illustre ce processus à travers la rhétorique mobilisée par les autorités agricoles et gouvernementales, en citant notamment l'avertissement sans détour du président de la Commission sur la sécheresse, selon lequel une érosion des sols laissée sans contrôle conduirait à un « suicide national » — expression renvoyant spécifiquement à la population blanche — et en soulignant la manière dont les dirigeants agricoles associaient de façon récurrente la conservation de l'eau, la plantation d'arbres et des initiatives telles que le *Kalahari Scheme* à la préservation même de la société blanche (p. 103).

La contribution de M. McKittrick devient encore plus évidente lorsqu'on la considère à la lumière des travaux universitaire sud-africains qu'elle n'aborde pas directement. Si l'auteure ne dialogue pas explicitement avec cette littérature, le fait de placer son ouvrage en conversation avec ceux-ci fait ressortir des préoccupations communes concernant la manière dont l'expertise, l'autorité et les routines de la vie quotidienne contribuent à l'enracinement des inégalités. La critique de Lesley Green à l'encontre de l'expertise environnementale souligne comment l'autorité scientifique en Afrique du Sud marginalise fréquemment des modes de connaissance alternatifs tout en se présentant comme neutre et strictement technique². Les analyses de M. McKittrick entrent en résonance avec cette problématique, en montrant comment les revendications environnementales des colons ont fonctionné

² Green Lesley (2020), *Rock | Water | Life. Ecology and Humanities for a Decolonial South Africa*, Durham, Duke University Press.

comme un filtre épistémique précoce, déterminant quelles formes de savoir pouvaient acquérir une portée et une légitimité politiques.

De même, la relation entre anxiété et autorité explorée par McKittrick rejoint les travaux d'Anthony Freund sur la gouvernance technocratique et l'essor de l'expertise comme mode de légitimation politique³. Dans l'analyse de M. McKittrick, les solutions techniques au déclin environnemental ne découlent souvent pas d'une certitude empirique, mais de l'insécurité des colons. L'expertise devient une réponse à la peur plutôt qu'un antidote à celle-ci.

Lue parallèlement aux réflexions d'Achille Mbembe sur la nature ordinaire et administrative de la domination, cet ouvrage souligne à quel point le pouvoir s'exerce souvent à travers des pratiques routinières qui font apparaître les inégalités comme raisonnables, nécessaires et difficiles à contester⁴. En ce sens, la gestion environnementale fonctionne moins comme un ensemble de politiques que comme un moyen d'ordonner le monde.

La perspective transnationale du livre renforce encore cet argument. Les discussions sud-africaines sur la dessiccation et l'irrigation s'inscrivent dans le cadre plus large des réseaux coloniaux de peuplement qui comprenaient l'Ouest américain, l'Australie et certaines parties de l'Amérique latine. Dans ces régions, l'ingénierie environnementale a toujours servi d'outil pour maintenir la hiérarchie tout en retardant la redistribution. Cette approche comparative empêche de considérer l'Afrique du Sud comme une exception et met en évidence un langage commun aux colons, celui de la peur environnementale.

Dans l'Afrique du Sud contemporaine, les dynamiques identifiées par M. McKittrick restent analytiquement éclairantes précisément parce qu'elles se réactivées par les discussions sur la redistribution des terres. Alors que l'État entreprend des actions juridiquement fondées pour remédier aux spoliations historiques, les propriétaires terriens blancs — majoritairement des agriculteurs et leurs défenseurs — présentent de plus en plus ces initiatives comme des menaces environnementales et économiques⁵. Les affirmations selon lesquelles la réforme agraire entraînerait un effondrement agricole, que la sécurité alimentaire dépend de la gestion blanche ou que le Zimbabwe constituerait un précédent édifiant ne surgissent pas spontanément : elles répondent directement aux politiques de redistribution⁶. Dans ce cadre, la peur devient expertise et l'anxiété se transforme en prévoyance. La préoccupation environnementale est mobilisée pour contester la redistribution sans en nommer la cause historique, transformant la réparation structurelle en risque collectif. Les références au Zimbabwe fonctionnent moins comme des analyses historiques que comme des dispositifs rhétoriques à travers lesquels l'insécurité des Blancs est projetée vers l'extérieur et socialisée comme une préoccupation nationale. L'objectif n'est pas d'établir des comparaisons simplistes, mais de mettre en évidence une continuité structurelle. Comme dans le récit de McKittrick, la crise environnementale devient une fois de plus un moyen de rendre l'inégalité prudente, raisonnable et nécessaire plutôt que contestée et politique.

Les derniers chapitres de M. McKittrick montrent clairement que l'apartheid n'a pas créé cette logique : il l'a héritée et institutionnalisée. Bien avant que la ségrégation ne devienne loi, les crises environnementales avaient déjà rendu l'inégalité compréhensible et défendable. La sécheresse était interprétée comme la preuve d'un échec moral, la conservation servait d'outil disciplinaire, et la distribution de l'eau suivait le pouvoir plutôt que les besoins. La gestion de l'environnement justifiait l'ordre racial tout en se présentant comme politiquement neutre.

Green Lands for White Men n'est pas dépourvu de limites. Les lecteurs en quête de perspectives africaines étendues peuvent trouver les archives difficiles d'accès, comme M. McKittrick elle-même le reconnaît. D'autres pourraient souhaiter une exploration plus approfondie des pratiques environnementales africaines au-delà de leur représentation dans le discours des colons. Ces attentes sont légitimes, mais elles soulignent également à quel point

³ Freund Bill (2007), *The African City: A History*, Cambridge: Cambridge University Press.

⁴ Mbembe Achille (2001), *On the Postcolony*, Berkeley, University of California Press.

⁵ See Acharya, B., & Winning, A., « South Africa's Ramaphosa to engage Trump over aid suspension », Reuters, 3rd February 2025, <https://www.reuters.com/world/africa/south-africas-ramaphosa-engage-trump-over-aid-suspension-2025-02-03/>. Imray, G., « The South African land law that prompted a Trump executive order is being challenged in court », AP News, 10th February 2025 <https://apnews.com/article/trump-south-africa-afrikaner-white-farmers-7930f26fbac90468d26053c1b99a789f>.

⁶ Chironda, M., South Africa: « Land Expropriation Bill sparks heated debate, misinformation online ». *AllAfrica*, 19th February 2025, <https://cab.org.za/factsheet-online-conversations-about-land-reform-and-expropriation-in-south-africa/>.

les systèmes de savoir coloniaux ont déterminé ce qui pouvait être documenté, conservé et reconnu comme histoire. Les limites de l'ouvrage ne tiennent pas à un manque d'imagination, mais reflètent les réalités historiques.

Ce qui distingue finalement cet ouvrage, c'est sa rigueur analytique. M. McKittrick suit un concept central, celui du déclin environnemental, et retrace la manière dont il circule, évolue et persiste même après que ses fondements scientifiques ont été discrédités. Elle ne nie pas la réalité de la sécheresse ou des défis agricoles, mais montre comment des difficultés environnementales épisodiques ont été transformées en affirmations de déclin irréversible et prolongé. Le Kalahari Scheme échoue comme projet d'ingénierie, mais réussit comme principe de gouvernement. Son héritage se retrouve dans les politiques de conservation, la planification de l'irrigation et les infrastructures hydrauliques de l'époque de l'apartheid. Il ne s'agit pas d'une histoire de mauvaises évaluations écologiques, mais d'une histoire de la manière dont les revendications sur l'environnement ont permis de rendre la coercition justifiable.

Ce livre n'est pas un ouvrage rassurant. Il n'offre ni solutions ni coupables clairement identifiables. Il montre comment la peur a appris à s'exprimer à travers la terre et le climat, et comment ce langage a structuré le pouvoir en Afrique du Sud. Pour les chercheurs en histoire environnementale, en colonialisme de peuplement et en politique sud-africaine, *Green Lands for White Men* fournit non seulement une réinterprétation des origines de l'apartheid, mais aussi un avertissement sur la longévité politique des crises environnementales.

Tholithemba Lorenzo Ndaba
Université de Groningen (Pays-Bas)

Bibliographie

- ACHARYA Bhargav, WINNING Alexander, « Trump attack on South Africa exposes division over race and land », Reuters, 3rd February 2025, <https://www.reuters.com/world/africa/south-africas-ramaphosa-engage-trump-over-aid-suspension-2025-02-03/>
- CHIRONDA M., « South Africa: Land Expropriation Bill sparks heated debate, misinformation online », *AllAfrica*, 19th February 2025, <https://allafrica.com/stories/202502190369.html>.
- FREUND Bill, (2007), *The African City: A History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GREEN Lesley (2020), *Rock | Water | Life. Ecology and Humanities for a Decolonial South Africa*, Durham, Duke University Press.
- IMRAY Gérald (2025), « The South African land law that prompted a Trump executive order is being challenged in court », AP News, 10th of February 2025, <https://apnews.com/article/trump-south-africa-afrikaner-white-farmers-7930f26fbac90468d26053c1b99a789f>.
- MBEMBE Achille (2001), *On the Postcolony*, Berkeley, University of California Press.